



Assemblée générale

Distr. générale
20 décembre 2004
Français
Original: anglais

Cinquante-neuvième session

Point 135 b) de l'ordre du jour

Financement des forces des Nations Unies

chargées du maintien de la paix au Moyen-Orient :

Force intérimaire des Nations Unies au Liban

Rapport sur l'exécution du budget de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2003 au 30 juin 2004

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction	1–2	3
II. Exécution du mandat	3–6	3
III. Exécution du budget		9
A. Ressources financières		9
B. Autres recettes et ajustements		10
C. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome		10
D. Contributions non budgétisées		11
IV. Analyse des écarts	7–17	11
V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre	18	13



Résumé

Le présent rapport rend compte de l'exécution du budget de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2003 au 30 juin 2004.

La corrélation entre les dépenses de cet exercice et l'objectif de la mission est mis en évidence dans des tableaux axés sur les résultats et organisés par composante (opérations et appui).

Exécution du budget

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet au 30 juin.)

Catégorie	Montant alloué	Dépenses	Écarts	
			Montant	Pourcentage
Militaires et personnel de police	40 521,4	40 465,1	56,3	0,1
Personnel civil	28 106,8	30 673,5	(2 566,7)	(9,1)
Dépenses opérationnelles	21 371,8	18 757,4	2 614,4	12,2
Montant brut	90 000,0	89 896,0	104,0	0,1
Recettes provenant des contributions du personnel	3 799,1	4 340,3	(541,2)	(14,2)
Montant net	86 200,9	85 555,7	645,2	0,7
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	-	-	-	-
Total	90 000,0	89 896,0	104,0	0,1

Ressources humaines : occupation des postes

Catégorie	Postes approuvés ^a	Postes effectivement pourvus (moyenne)	Taux de vacance (pourcentage) ^b
Observateurs militaires	-	-	-
Contingents	2 000	1 991	0,5
Police civile	-	-	-
Unités de police constituées	-	-	-
Personnel international	124	116	6,5
Personnel recruté sur le plan national	305	296	3,0
Volontaires des Nations Unies	-	-	-
Personnel fourni par des gouvernements	-	-	-
Observateurs électoraux civils	-	-	-

^a Effectif autorisé le plus élevé.

^b Compte tenu du nombre de postes pourvus et du nombre de postes approuvés, mois par mois.

Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre sont énoncées au chapitre V du présent rapport.

I. Introduction

1. Le budget de fonctionnement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2003 au 30 juin 2004, exposé dans le rapport du Secrétaire général en date du 5 février 2003 (A/57/663), s'élevait à un montant brut de 91 752 400 dollars (montant net : 87 911 100 dollars). Il a permis de financer les dépenses afférentes à 2 000 membres des contingents, 125 membres du personnel international et 305 membres du personnel recruté sur le plan local. Le Comité consultatif, au paragraphe 36 de son rapport en date du 3 avril 2003 (A/57/772/Add.6), a recommandé que l'Assemblée générale ouvre un crédit d'un montant brut de 90 millions de dollars (montant net : 86 200 900 dollars) pour l'exercice allant du 1^{er} juillet 2003 au 30 juin 2004.

2. L'Assemblée générale, dans sa résolution 57/325 du 18 juin 2003, a ouvert un crédit d'un montant brut de 90 millions de dollars (montant net : 86 200 900 dollars) pour assurer le fonctionnement de la mission pendant l'exercice allant du 1^{er} juillet 2003 au 30 juin 2004. Ce montant a été réparti dans sa totalité entre les États Membres.

II. Exécution du mandat

3. Le mandat de la Force a été établi par le Conseil de sécurité dans ses résolutions 425 (1978) et 426 (1978). Le mandat correspondant à la période considérée dans le présent rapport a été défini dans les résolutions 1461 (2003), 1496 (2003) et 1525 (2004) du Conseil.

4. La Force a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général, qui est de maintenir la paix et la sécurité internationales au Sud-Liban.

5. Dans le cadre de cet objectif général, la Force a contribué à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice, en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après. Ceux-ci présentent les réalisations et les produits par composante (opérations et appui).

6. L'exercice 2003/04 est le premier pour lequel la mission a pu évaluer ses résultats sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget. Le présent rapport met en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

Composante 1 : opérations

Réalisation escomptée 1.1 : assurer le respect de l'intégrité de la Ligne bleue et de la souveraineté du Liban sur son territoire		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
Aucune violation de la Ligne bleue sur le terrain	Des violations de la Ligne bleue sur le terrain ont continué de se produire dans le cadre d'une tension régionale accrue	
Aucune violation de l'espace aérien libanais	Des violations de l'espace aérien ont continué de se produire	
Aucun fusillade ou tir de mortier le long de la Ligne bleue	Des fusillades ont continué de se produire le long de la Ligne bleue	
Aucun tir de pierre le long de la Ligne bleue	Des tirs de pierre ont continué de se produire le long de la Ligne bleue	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
127 750 jours de patrouille terrestre	260 476	Nombre plus élevé de patrouilles par suite des directives opérationnelles révisées : ce nombre est passé de 127 750 jours de patrouille terrestre (70 patrouilles de 5 hommes x 365 jours) selon les précédentes directives opérationnelles à 209 875 jours de patrouille terrestre (115 patrouilles de 5 hommes x 365 jours) En outre, 50 601 jours de patrouille terrestre supplémentaires ont été effectués durant les périodes de tension
127 750 jours-hommes d'observation	186 150	Nombre plus élevé par suite des directives opérationnelles révisées : ce nombre est passé de 127 750 jours-hommes d'observation (5 hommes par poste d'observation x 2 équipes x 35 positions x 365 jours) selon les précédentes directives opérationnelles à 186 150 jours-hommes d'observation (5 hommes par poste x 2 équipes x 51 positions x 365 jours)
540 heures de patrouille aérienne le long de la Ligne bleue	467	Nombre plus faible que prévu par suite de la prolongation des périodes de climat peu favorables et d'une augmentation non prévue des frais de fonctionnement

2 rapports du Secrétaire général	2	
Rapports quotidiens de situation	365	
Réunions régulières avec les autorités israéliennes et libanaises	94 28	54 réunions de liaison avec la Force de défense israélienne et 40 réunions de liaison avec les autorités libanaises Activités de médiation qui ont permis d'empêcher la situation de se dégrader
18 250 jours-hommes de levé et de marquage des champs de mines	4 419	Nombre plus faible que prévu par suite de la réduction de l'effectif des bataillons de déminage qui a été ramené de 440 à 200 hommes durant l'exercice 2002/03, réduction dont il n'avait pas été tenu compte lors de l'évaluation initiale

Réalisation escomptée 1.2 : assurer un nouveau renforcement de l'autorité effective du Gouvernement libanais dans la région		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
Renforcement de la présence des autorités militaires et civiles libanaises au Sud-Liban	La présence des autorités libanaises au Sud-Liban a été renforcée	
Augmentation du nombre des positions de sécurité libanaises le long de la Ligne bleue	Aucune position de sécurité frontalière n'a encore été établie le long de la Ligne bleue	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Réunions hebdomadaires de liaison avec l'armée libanaise	Oui	
Fourniture d'une aide par l'ONU et d'autres organisations en vue de coordonner les activités de développement/secours humanitaires/lutte antimines au Sud-Liban	Oui	134 réunions de liaison ont eu lieu avec les autorités civiles et militaires libanaises et israéliennes et avec des organismes locaux 51 réunions ont été tenues avec de hautes autorités civiles et militaires libanaises et israéliennes

		<p>383 réunions ont été tenues pour coordonner les efforts de développement, d'action humanitaire et de lutte antimines au Sud-Liban avec le Conseil libanais pour le développement et la reconstruction, des ambassades, des organisations non gouvernementales et des organismes des Nations Unies</p> <p>Réunions tenues avec le Comité international de la Croix-Rouge, la Société libanaise de la Croix-Rouge et les autorités civiles et militaires libanaises et israéliennes au sujet de l'échange de migrants illégaux et de dépouilles</p>
Soumission aux autorités libanaises de rapports sur les sources potentielles de conflit	10	

Composante 2 : appui

Réalisation escomptée 2.1 : fourniture à la mission d'un appui plus efficace		
<i>Indicateurs de succès prévus</i>	<i>Indicateurs de succès effectifs</i>	
Les clients de la mission manifestent un plus grand degré de satisfaction	Il n'a pas été effectué d'enquête officielle; cette enquête doit être effectuée durant le prochain exercice budgétaire	
Réduction à moins de 90 jours du délai s'écoulant entre l'approbation d'une commande et la livraison des biens et services	Le délai moyen s'est établi à 87 jours	
Aucune interruption des transmissions et des services informatiques	Aucune interruption majeure dans la fourniture des services; le système de courrier électronique et l'accès à Internet a été interrompu en moyenne une demi-heure par mois pour des activités courantes d'entretien ou en raison de problèmes de serveur	
Montants à payer et à recevoir réglés dans les 30 jours suivant la réception des factures	Les montants à payer ne donnant pas lieu à réclamation ont été normalement réglés dans un délai de 30 jours Un montant de 170 000 dollars sur un montant à recevoir en instance de 204 000 dollars a été recouvré	
<i>Produits prévus</i>	<i>Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre</i>	<i>Observations</i>
Fonctionnaires administrés	412	En moyenne, 116 fonctionnaires internationaux et 296 fonctionnaires recrutés sur le plan national ont été administrés
Nombre de patients traités	14 294	Y compris 215 hospitalisations dans des hôpitaux pour les bataillons de niveau I et 19 dans l'hôpital civil de Saïda 71 patients ont été aiguillés vers l'hôpital civil de Saïda Une assistance humanitaire ad hoc a été fournie à la population locale
400 membres du personnel ont été formés aux compétences de base	499	
Bons de commande passés	705	
Nombre d'entrepreneurs payés	337	
Entretien et réparation des installations de 40 positions militaires, dont 1 000 modules d'hébergement préfabriqués et 160 logements et	40	Positions militaires, dont 1 047 modules préfabriqués et 160 logements et locaux à usage de bureaux non préfabriqués
	50	

Entretien et réparation des installations de 40 positions militaires, dont 1 000 modules d'hébergement préfabriqués et 160 logements et bâtiments à usage de bureaux non préfabriqués ainsi que 50 kilomètres de routes; production d'énergie électrique; et matériel d'approvisionnement en eau	40 50	Positions militaires, dont 1 047 modules préfabriqués et 160 logements et locaux à usage de bureaux non préfabriqués Kilomètres de routes Production d'énergie électrique et matériel d'approvisionnement en eau
Entretien d'une flotte de 680 véhicules	685	
Entretien du réseau externe/interne de radio, de téléphone et de transmission des données de manière à en assurer le fonctionnement quotidien tout au long de l'année	Oui	Y compris 45 répéteurs à très haute fréquence, 798 postes de radio mobiles, 31 réseaux téléphoniques ruraux, 10 réseaux locaux téléphoniques, 2 stations terrestres de satellite, 120 photocopieuses et 90 appareils de télécopie
Entretien du réseau informatique local de 500 postes de travail de manière à en assurer le fonctionnement quotidien tout au long de l'année	Oui	
Agrandissement et maintien du réseau longue distance jusqu'aux postes d'observation le long de la Ligne bleue	Non	Projet a été annulé lorsqu'il a été déterminé qu'il n'était pas rentable
Gestion de contrats d'entretien et d'approvisionnement en fournitures	18	
Opérations aériennes menées dans des conditions sûres	Oui	711 heures de vol ont été effectuées et ont donné lieu à un seul incident mineur
Relève de 2 000 militaires	1 991	Militaires en moyenne
Distribution de produits alimentaires, de carburant et de fournitures générales au quartier général des bataillons et des compagnies	Oui	Y compris 274 000 kg de produits alimentaires et 9 300 m ³ de carburant

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis; l'exercice budgétaire court du 1^{er} juillet 2003 au 30 juin 2004.)

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écarts	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	–	–	–	–
Contingents	40 521,4	40 465,1	56,3	0,1
Police civile	–	–	–	–
Unités de police constituées	–	–	–	–
Total partiel	40 521,4	40 465,1	56,3	0,1
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	15 022,0	17 743,9	(2 721,9)	(18,1)
Personnel recruté sur le plan national	13 084,8	12 929,6	155,2	1,2
Volontaires des Nations Unies	–	–	–	–
Total partiel	28 106,8	30 673,5	(2 566,7)	(9,1)
Dépenses opérationnelles				
Personnel temporaire (autres que pour les réunions)	48,0	80,1	(32,1)	(66,9)
Personnel fourni par des gouvernements	–	–	–	–
Observateurs électoraux civils	–	–	–	–
Consultants	–	–	–	–
Voyages	426,4	323,9	102,5	24,0
Installations et infrastructures	7 124,4	6 351,9	772,5	10,8
Transports terrestres	6 766,8	4 629,6	2 137,2	31,6
Transports aériens	1 444,9	1 489,4	(44,5)	(3,1)
Transports maritimes ou fluviaux	–	–	–	–
Transmissions	1 213,3	1 508,1	(294,8)	(24,3)
Informatique	1 300,7	1 164,3	136,4	10,5
Services médicaux	763,1	641,2	121,9	16,0
Matériel spécial	649,6	622,9	26,7	4,1
Fournitures, services et matériel divers	1 634,6	1 946,0	(311,4)	(19,1)
Projets à effet rapide	–	–	–	–
Total partiel	21 371,8	18 757,4	2 614,4	12,2
Total brut	90 000,0	89 896,0	104,0	0,1

Catégorie de dépenses	Montant alloué (1)	Dépenses (2)	Écarts	
			Montant (3) = (1) - (2)	Pourcentage (4) = (3)/(1)
Recettes provenant des contributions du personnel	3 799,1	4 340,3	(541,2)	(14,2)
Total net	86 200,9	85 555,7	645,2	0,7
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	–	–	–	–
Total	90 000,0	89 896,0	104,0	0,1

B. Autres recettes et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Montant
Intérêts créditeurs	2 391,0
Recettes diverses	864,0
Ajustements sur exercices antérieurs	44,0
Réduction ou annulation d'engagements d'exercices antérieurs	5 060,0
Total	8 359,0

C. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	Dépenses
Matériel majeur	
Contingents	
Matériel majeur	1 936,6
Soutien logistique autonome	
Installations et infrastructures	
Restauration (cuisine)	65,0
Mobilier et matériel de bureau	56,0
Matériel électrique	68,7
Missions secondaires du génie	39,4
Blanchisserie et nettoyage	408,0
Magasins (divers)	14,8
Transmissions	
Transmissions	28,0
Services médicaux	
Services médicaux	328,1

<i>Catégorie</i>	<i>Dépenses</i>
Matériel spécial	
Neutralisation des explosifs et munitions	535,3
Total partiel	1 543,3
Total	3 479,9

<i>Facteurs approuvés pour la Mission</i>	<i>Pourcentage</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>	<i>Date du dernier examen</i>
A. Facteurs applicables à la zone de la mission			
Contraintes du milieu	0,50	9 novembre 1998	
Usage opérationnel intensif	2,30	9 novembre 1998	
Actes d'hostilité ou abandon forcé	–	9 novembre 1998	
B. Facteurs applicables au pays d'origine			
Différentiel de transport	0,25-2,00		

D. Contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

<i>Catégorie</i>	<i>Valeur réelle</i>
Accord sur le statut des forces ^a	1 478,6

^a Dont frais de location du siège de la FINUL à Nagoura (441 200 dollars), Maison de la FINUL à Beyrouth (333 500 dollars) et positions militaires fournies par le Gouvernement libanais (703 900 dollars).

IV. Analyse des écarts¹

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan international	(2 721,9)	(18,1 %)

7. L'augmentation des ressources nécessaires pendant la période à l'examen a été due principalement au fait que les coûts effectifs du personnel international relevant du Service mobile ont dépassé les prévisions budgétaires, lesquelles avaient été calculées sur la base des coûts standard à New York.

	<i>Écart</i>	
Personnel recruté sur le plan national	155,2	1,2 %

¹ Le montant des écarts est exprimé en milliers de dollars des États-Unis.

8. Le solde inutilisé s'explique par le fait que les crédits correspondant aux traitements du personnel recruté sur le plan national calculés sur la base des coûts budgétaires standard ont dépassé les coûts effectifs, ainsi que par l'existence d'un taux effectif de vacance de postes de 3 % par rapport au taux de 0 % qui avait été prévu dans le budget.

	<i>Écart</i>	

Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	(32,1)	(66,9 %)

9. L'augmentation des dépenses est imputable principalement au fait que les dépenses relatives aux services d'entrepreneur avaient été comptabilisées à cette rubrique. Les crédits à ce titre ont été imputés à la rubrique Installations et infrastructures.

	<i>Écart</i>	

Voyages	102,5	24,0 %

10. Le solde inutilisé est principalement imputable aux efforts faits pour maximiser l'utilisation des transmissions électroniques en ce qui concerne l'appui administratif, financier, logistique et informatique fourni par le Siège à la mission. De ce fait, le montant effectif des voyages non liés aux activités de formation du Siège jusqu'à la mission a été inférieur aux crédits inscrits au budget pendant la période à l'examen.

	<i>Écart</i>	

Installations et infrastructures	772,5	10,8 %

11. Le solde inutilisé est principalement imputable à l'utilisation des stocks excédentaires de carburant reportés de l'exercice financier 2002/03, d'où une réduction des achats pendant la période à l'examen.

	<i>Écart</i>	

Transports terrestres	2 137,2	31,6 %

12. Le solde inutilisé tient principalement à ce que le coût des services de réparation et d'entretien des véhicules a été inférieur aux prévisions par suite de la négociation de conditions contractuelles favorables, ainsi qu'à la réduction du parc automobile de véhicules blindés de transport de troupes.

	<i>Écart</i>	

Transports aériens	(44,5)	(3,1) %

13. L'augmentation des dépenses s'explique principalement par une majoration imprévue des primes d'assurance dans le monde pendant la période à l'examen, pour laquelle des crédits budgétaires n'avaient pas été alloués.

	<i>Écart</i>	
Transmissions	(294,8)	(24,3) %

14. L'augmentation des dépenses est imputable principalement aux coûts imprévus des transmissions commerciales correspondant à l'exploitation du système de contrôle et suivi des déplacements (CarLog) pendant la période à l'examen.

	<i>Écart</i>	
Informatique	136,4	10,5 %

15. Des crédits avaient été inscrits au budget pour financer la participation de la mission au coût d'un nouveau contrat de licence de logiciels au niveau mondial. Toutefois, l'accord prévu n'étant pas intervenu pendant la période à l'examen, les économies escomptées à cette rubrique n'ont pas été réalisées.

	<i>Écart</i>	
Services médicaux	121,9	16,0 %

16. Le solde inutilisé est essentiellement imputable à la centralisation du système d'aiguillage vers les installations médicales à l'extérieur de la mission, ce qui a permis une utilisation maximale des installations médicales existantes de la mission.

	<i>Écart</i>	
Fournitures, services et matériel divers	(311,4)	(19,1) %

17. L'augmentation des dépenses est principalement imputable au règlement des demandes d'indemnisation au titre de la reconfiguration de la FINUL durant l'exercice financier 2002/03 et à la restitution des biens immobiliers détenus par des particuliers à leurs propriétaires.

V. Décisions que l'Assemblée générale devra prendre

18. Les décisions que l'Assemblée générale devra prendre au sujet du financement de la FINUL portent sur les points suivants :

a) Affectation du solde inutilisé de 104 000 dollars relatif à l'exercice allant du 1^{er} juillet 2003 au 30 juin 2004;

b) Affectation du montant correspondant aux autres recettes se rapportant à l'exercice clos le 30 juin 2004, qui s'élève à 8 359 000 dollars, dont les intérêts créditeurs (2 391 000 dollars), les recettes diverses ou accessoires (864 000 dollars), les réductions ou annulations d'engagements d'exercices antérieurs (5 060 000 dollars) et les ajustements sur exercices antérieurs (44 000 dollars).